



« Mort aux Juifs » – et la Commission fédérale contre le racisme reste silencieuse

par Alfred Bodenheimer

« Free Palestine – Death to Zionism » : tel est le slogan de la manifestation (qui, à ce jour, n'a apparemment pas fait l'objet d'une déclaration préalable) qui doit se tenir samedi prochain sur la Theaterplatz de Bâle. À littéralement deux pas de là s'est tenu, 129 ans auparavant, le Congrès sioniste convoqué par Theodor Herzl. Selon les organisateurs, le moment est venu d'amorcer, en ce même lieu, la fin de ce mouvement (et surtout de l'État d'Israël qui en est issu). Le fait qu'un véritable appel à l'extermination devienne le slogan officiel d'une manifestation est une première et ne peut être interprété que comme un dépassement délibéré des limites.

La Commission fédérale contre le racisme (CFR) refuse de prendre position sur cette manifestation. La situation serait trop complexe pour permettre de diagnostiquer et de dénoncer l'antisémitisme dans un tel appel à manifester, a-t-on fait savoir à Tamedia. Pour la population juive de Bâle et de Suisse, cette attitude consistant à détourner le regard est désastreuse. Car bien sûr, ce n'est pas l'État d'Israël qui est principalement menacé dans cet appel orné du triangle du Hamas, mais bien la population juive de la région. On lui fait comprendre de manière de plus en plus radicale que, tant qu'elle défend la simple existence de cet État, elle est accusée de collaboration à des crimes contre l'humanité et qu'elle mérite donc – si l'on pousse le raisonnement de l'appel jusqu'au bout – la mort.

Depuis un certain temps déjà, le terme péjoratif « Zio » est, dans des cercles pas si restreints que cela, le mot par excellence de l'exclusion sociale. Le fait que de plus en plus de personnes juives en Suisse fassent tout pour éviter d'être identifiées comme juives est largement ignoré par l'ensemble de la société ou, pire encore, accepté avec indifférence dans un quotidien qui se déroule pratiquement sans heurts.

Si l'on demandait aux manifestants de la place du Théâtre ce qui avait réellement poussé, en 1897, quelque deux cents Juifs venus de toute l'Europe à fonder l'Organisation sioniste mondiale, on obtiendrait sans doute des réponses farfelues évoquant le colonialisme, l'expansionnisme et des intentions génocidaires. En réalité, les raisons étaient tout autres. En particulier après l'affaire Dreyfus en 1894 en France, lorsque la calomnie, la dégradation et l'exil d'un officier juif dans le pays le plus libéral d'Europe avaient déclenché une vague de haine antisémite, Herzl n'était pas le seul à comprendre que la vie des Juifs, malgré tous les droits civiques qui leur étaient accordés, n'était pas en sécurité dans la diaspora.



« Mort aux Juifs » – et la Commission fédérale contre le racisme reste silencieuse

Même si des groupes juifs de gauche radicalement antisionistes tels que Doykait affirment avec la plus grande catégoricité que le sionisme et le judaïsme sont « deux choses diamétralement opposées », le sionisme n'est né que de la prise de conscience des Juifs que même une émancipation civile purement nominale ne les protège pas des dangers auxquels ils ont été exposés pendant des siècles – et que seule la restauration de leur propre État peut les protéger efficacement contre l'exclusion et la persécution. La Shoah a enseigné que les Juifs, même en Europe, doivent s'attendre en principe à tout, y compris à leur extermination concrète par millions, pratiquement à partir de rien. La seule chose qui puisse donner confiance à la population juive ici, c'est un engagement clair et résolu de la société civile en faveur du caractère naturel de la vie juive (quelle que soit la vision du monde) en Suisse.

Actuellement, les Juifs vivent ici la situation inverse. Et si désormais même la Commission fédérale des droits de l'homme (EKR), censée représenter la société civile dans ses composantes les plus engagées, considère que les appels à la « mort du sionisme » constituent une situation « trop complexe » pour qu'elle puisse ne serait-ce que s'y opposer, elle prend la responsabilité de sacrifier le sentiment de sécurité d'une minorité au profit de considérations politiques subtiles. Tout comme les Juifs de Suisse aujourd'hui, les Juifs d'Europe occidentale ont dû se sentir ainsi au début du sionisme : ils disposaient certes de tous les droits, mais au final, ils ne pouvaient vraiment compter sur personne.

Alfred Bodenheimer est professeur d'histoire des religions et de littérature juive à l'université de Bâle.

[Extrait de l'édition numérique du 26 août 2026](#)